



Déclaration de la FNEC FP Force Ouvrière au CHSCT du Finistère du 17 juin 2021

Décidément le fiasco Blanquer continue. Ce ministre est en dessous de tout. Et une fois de plus, il affiche tout le mépris qu'il porte aux membres du personnel en déclarant que les professeurs ne doivent pas aller se faire vacciner contre le Covid pendant les périodes d'examen.

Le Ministre Blanquer est en dessous de tout pour avoir organisé le chaos en termes de scolarisation et pour avoir manqué à son devoir de protection des personnels.

Il est en dessous de tout pour avoir organisé la répression des mobilisations de personnel et d'élèves qui défendent le baccalauréat et le droit aux études.

En dessous de tout, pour avoir restitué à Bercy des centaines de millions d'euros alors que l'urgence était de créer des postes, recruter des personnels, remplacer les personnels absents pour que les élèves bénéficient de toutes leurs heures de cours.

Quand les AESH exigent un vrai statut de la Fonction publique, un salaire correct, le Ministre Blanquer leur oppose toujours plus de précarité avec la mise en place des Pôles Inclusifs.

Quand les infirmiers de l'Education Nationale exigent la création de postes, le respect de leurs missions, une revalorisation de leur salaire, le Ministère Blanquer les ignore tout autant.

Quand les personnels de la Division des Examens et Concours de l'Académie de Nantes et Grenoble se réunissent en AG pour dénoncer l'incurie du Ministre et ses injonctions contradictoires permanentes, Blanquer ne réagit pas.

Il ne pourra pas continuer ainsi longtemps à mépriser les personnels.

Le gouvernement criminel auquel il appartient devra bien un jour rendre des comptes sur ses mesures privatives de libertés : restriction des libertés démocratiques essentielles, privation du droit des personnels de la fonction publique à être représentés dans les Commissions paritaires et les CHSCT.

Ce gouvernement ne pourra pas non plus continuer à bafouer chaque jour un peu plus les libertés fondamentales en érigeant un système qui repose sur le fait du prince, l'arbitraire et les passe-droits.

Ce CHSCT a à l'ordre du jour les maladies professionnelles et les Accidents du Travail dans le département.

Les représentants FO ne peuvent que s'inquiéter de l'augmentation du pourcentage de journées d'arrêt

liées aux agressions qui a doublé entre 2019 et 2020 et du pourcentage de journées d'arrêt liées aux risques psycho-sociaux malgré la période de covid, confinement ou vacances forcées.

C'est bien le signe que cela va mal, très mal. Les conditions de travail de l'ensemble des personnels et les conditions d'apprentissage des élèves ont été tellement dégradées par les réformes successives que la situation devient, bien souvent, ingérable.

Dans des établissements, les rapports se tendent entre les collègues et certaines directions qui, à défaut d'avoir les moyens –ou la volonté- de restaurer la sérénité dans leur établissement, brandissent la menace d'une inspection pour faire rentrer les collègues dans le rang.

FO ne connaît que trop et dénoncera toujours ces pratiques qui consistent à s'en prendre aux personnels au lieu de s'attaquer à la racine du mal, c'est-à-dire les décisions politiques qui détruisent le système français d'Education. Parfois, ces pratiques confinent même au harcèlement moral à l'encontre d'une partie d'enseignants considérés comme récalcitrants aux contre-réformes du ministère.

La dernière réforme décidée par Blanquer, à savoir la mise en place d'une armée de petits chefs constitués de RH de proximité ou de système d'enseignants «Inspecteurs» chargés d'évaluer leurs collègues, est dans la droite ligne de cette logique répressive à l'égard des personnels : instaurer une sorte de hiérarchie intermédiaire pour que chacun se sente constamment sous pression et file droit, sans se plaindre. Evidemment, à Force Ouvrière, nous n'en voulons pas !

Plus que jamais pour FO, Blanquer doit retirer sa réforme désastreuse du BAC et les conclusions de son Grenelle, dont le seul objectif est de poursuivre et parachever la destruction de l'Ecole de la République.